Tensions postélectorales au Burundi

PANA, 06/06/2010 Bujumbura, Burundi - La Police anti-émeute a empêché, dimanche, dans le Nord du Burundi, la tenue de meetings de partis politiques de l'opposition qui contestent jusqu'ici les résultats des élections municipales du 24 mai dernier. Les partis contestataires, au nombre d'une dizaine, sont aujourd'hui regroupés au sein d'un "mouvement pour le changement démocratique" non encore reconnu par la loi.

La tension est montée d'un cran au lendemain du scrutin suite à l'arrestation d'une dizaine de militants contestataires de l'opposition. Les leaders de l'opposition s'étaient encore heurtés au refus de non recevoir de la Police nationale lorsqu'ils voulaient dernièrement rendre visite aux militants en détention préventive à Bujumbura. Les forces de l'ordre se contentent, pour le moment, de gérer pacifiquement les pressions de l'opposition visant à obtenir l'annulation des résultats des municipales et la dissolution de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les résultats provisoires de ce premier des cinq scrutins prévus cette année au Burundi sont largement favorables au Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) qui a obtenu un score de plus de 64% des suffrages exprimés. Un total de 24 partis politiques et cinq indépendants avaient pris part au scrutin et une dizaine d'entre eux contestent aujourd'hui la régularité des municipales. Le scrutin contesté a eu des répercussions négatives sur la suite du processus électoral qui ira jusqu'au mois de septembre prochain puisque cinq partis politiques de l'opposition ont décidé de retirer les dossiers de leurs candidats de la course pour la présidentielle du 28 juin prochain. Dans l'état actuel des choses, seul le président sortant, Pierre Nkurunziza, reste dans la course pour le compte du CNDD-FDD. Le président de la CENI, Pierre Claver Ndayicariye, a déclaré que l'élection présidentielle avec un seul candidat restait possible puisque, aucune disposition légale ne l'interdisait.